



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

LUXEMBOURG
AID & DEVELOPMENT



SÉNÉGAL - LUXEMBOURG

04 • 2019

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT







Contenu

- | | |
|----|---|
| 04 | SÉNÉGAL, VUE D'ENSEMBLE |
| 06 | STRATÉGIES ET PRINCIPES |
| 07 | LE LUXEMBOURG AU SÉNÉGAL :
HISTORIQUE |
| 08 | PROGRAMME INDICATIF
DE COOPÉRATION |
| 09 | QUELQUES CHIFFRES-CLÉ |
| 10 | ÉVOLUTION DE LA
COOPÉRATION AU SÉNÉGAL |
| 12 | COOPÉRATION BILATÉRALE |
| 14 | COOPÉRATION MULTILATÉRALE |
| 15 | COOPÉRATION RÉGIONALE |
| 22 | COOPÉRATION AVEC LES ONG |
| 22 | APPUI AUX PROGRAMMES |
| 22 | ACTION HUMANITAIRE |
| 23 | SECTEUR PRIVÉ |
| 25 | CONTACTS |

Sénégal, vue d'ensemble



162 / 188

Indice de développement humain

15 850 567

Population

3,6

Croissance de la population
urbaine (% annuel)

2,8 %

Taux d'accroissement de la population

3 450 USD

PIB / habitant (PPA)

0,6

Émission de CO₂
(tonnes métriques/habitant)

45 / 1000
Mortalité infantile

67

Espérance de vie à la naissance

4,8

Enfants / femme

75 ‰

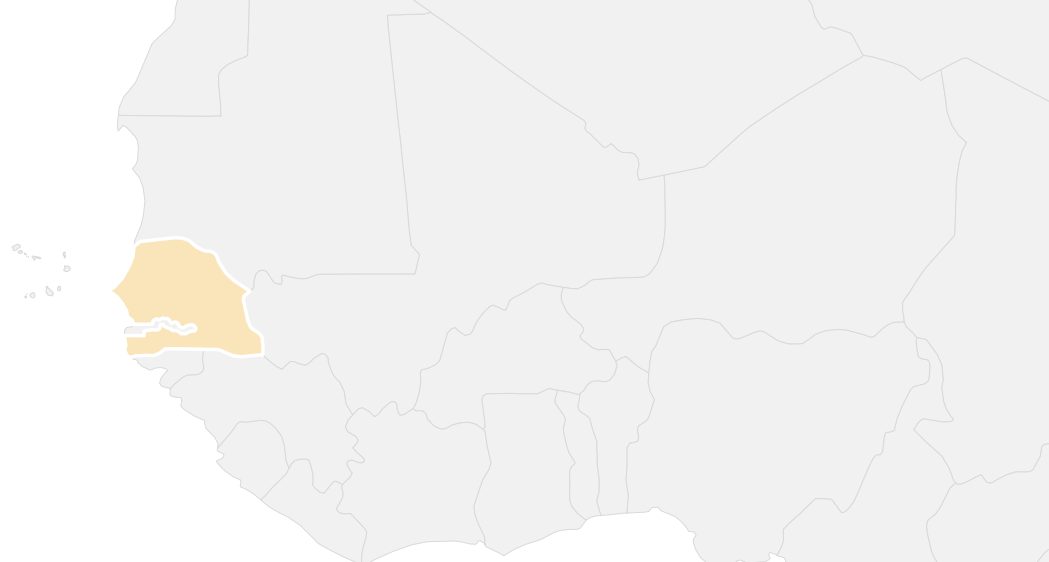
Taux de fertilité chez les adolescents

45,4
Inscription à l'école secondaire (% brut)

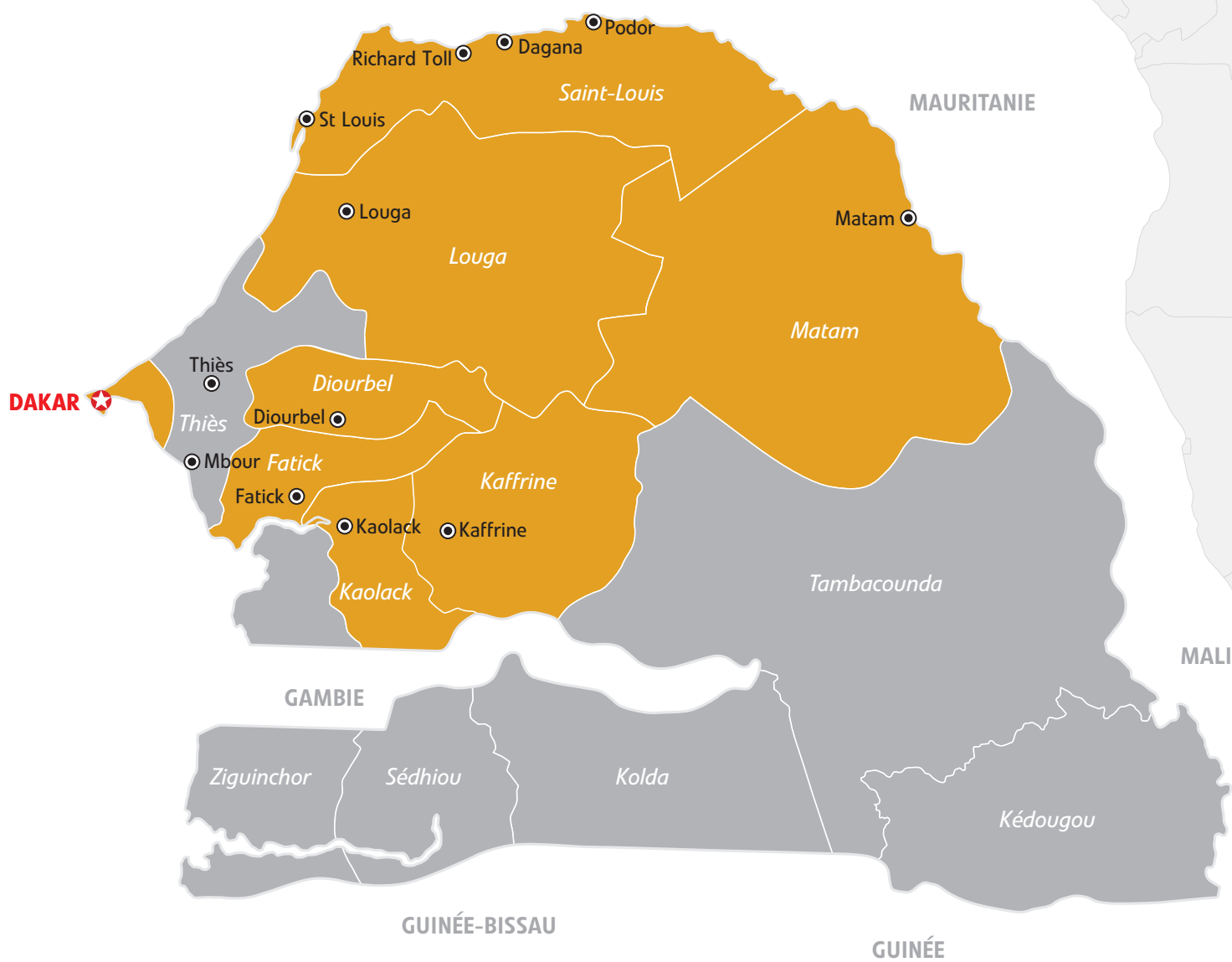
196 710 km²

Superficie

Source : databank.banquemondiale.org



- Régions d'intervention de la Coopération luxembourgeoise
- ★ Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar, Sénégal



La Coopération luxembourgeoise au développement : stratégies et principes

1 PAS DE PAUVRETÉ



OBJECTIF

La Coopération luxembourgeoise se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté.

ACTIONS

Les actions de la Coopération luxembourgeoise se conçoivent dans l'esprit du développement durable dans ses aspects économiques, sociaux et environnementaux. Elles s'inscrivent dans la réalisation de l'Agenda 2030 des Nations unies, ses 17 Objectifs de développement durable et le principe de « ne laisser personne pour compte ».

- promotion d'approches multi-partenariales (ODD 17)
- renforcement de capacités à tous les niveaux
- promotion de l'innovation pour l'atteinte de résultats de développement concrets
- gestion axée sur les résultats et la performance, transparence et redevabilité
- flexibilité et réactivité en fonction des contextes, surtout en temps de crise



THÈMES PRIORITAIRES

- accès à des services sociaux de base de qualité ;
- intégration socio-économique des femmes et des jeunes ;
- croissance durable et inclusive ;
- gouvernance inclusive.

DIMENSIONS TRANSVERSALES

- droits de l'homme ;
- égalité et équité entre les genres ;
- durabilité environnementale.

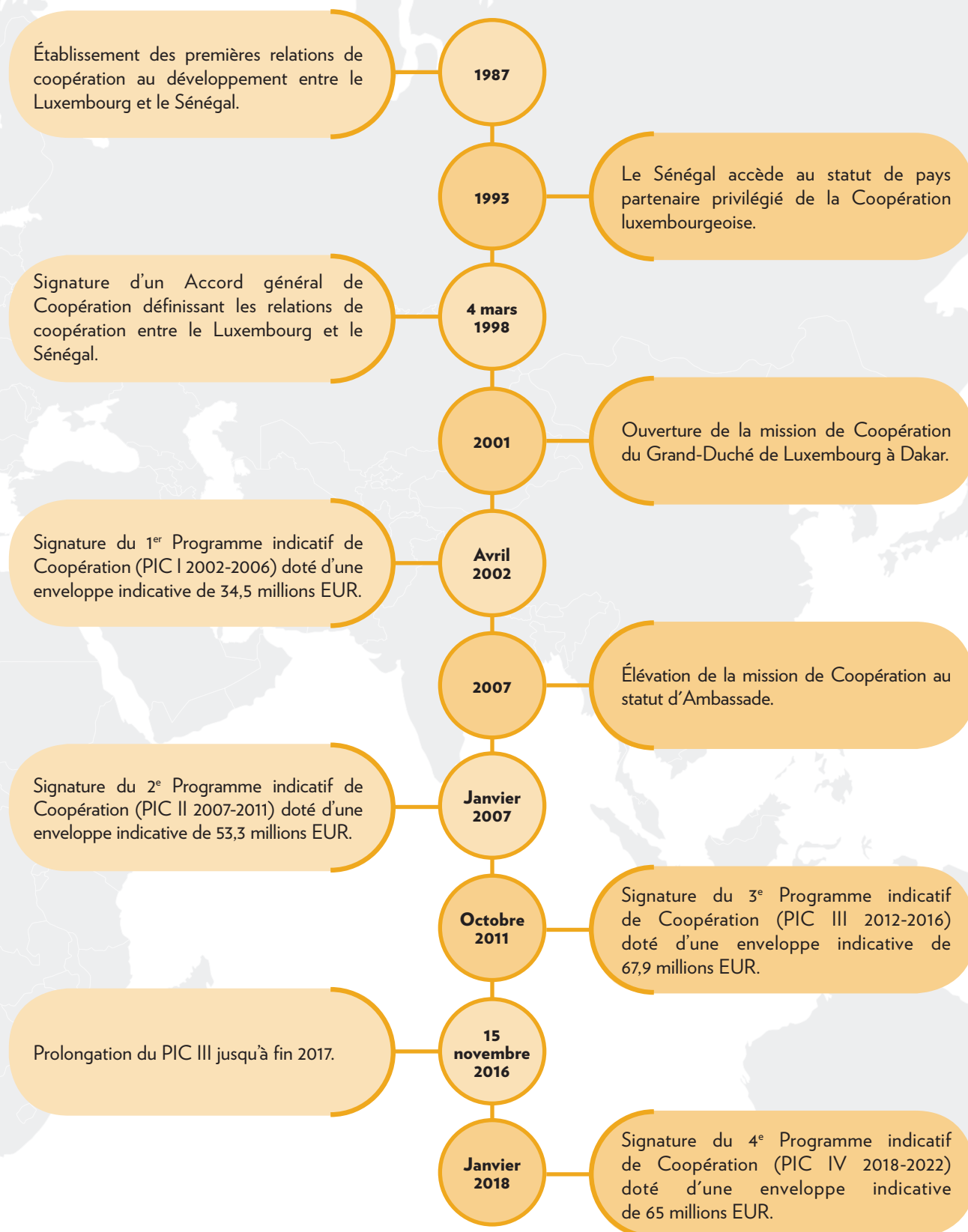
CONCENTRATION DE L'AIDE POUR MAXIMISER SON IMPACT :

- nombre restreint de pays partenaires, en particulier en Afrique de l'Ouest et sa zone sahélienne, et engagement sur le long terme ;
- concentration sectorielle sur les domaines où le Luxembourg dispose d'une expertise ou d'un avantage comparatif spécifique (p.ex. centre financier international, TIC, gestion de données) ;
- approche partenariale pour la définition des Programmes indicatifs de Coopération (PIC) ;
- alignement sur les principes de l'efficacité du développement.

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

- 1 % de son RNB consacré à l'aide publique au développement, depuis 2009 ;
- 100 % de son APD sous forme de dons et à caractère non-liée ;
- mise en œuvre selon une approche partenariale, par les instruments de la coopération bi- et multilatérale, la coopération avec les ONG et de l'appui aux programmes ;
- comprend un volet d'action humanitaire se déclinant à travers : l'aide d'urgence en réponse aux crises et catastrophes et à des conflits violents, la transition, la prévention et la résilience.

Le Luxembourg au Sénégal : historique



Le 4^e Programme indicatif de Coopération entre le Sénégal et le Luxembourg (2018 – 2022)

BUDGET ET SIGNATURE DU PIC

Doté d'une enveloppe indicative de 65 millions EUR, le 4^e Programme indicatif de Coopération (2018 – 2022) fut formellement signé lors de la visite officielle au Sénégal de S.A.R. le Grand-Duc en janvier 2018.

THÈMES PRIORITAIRES



La santé et la protection sociale -> avec un focus particulier sur le renforcement de la santé de la mère et de l'enfant ainsi que des dispositifs de prise en charge des urgences



La formation et l'insertion professionnelle -> afin que les jeunes dans le monde rural disposent des compétences adéquates, correspondant aux besoins du marché du travail

ZONE DE CONCENTRATION

2



au Nord : dans les régions de Louga, Matam et Saint-Louis

au Centre : dans les régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack

FAITS MARQUANTS

- mise en place d'un Samu dans les zones du nord, jusqu'à maintenant non couvertes par un système de prise en charge des urgences : mise en place de plateaux techniques de gestion des urgences aux différents niveaux de la pyramide sanitaire ;
- extension de l'approche par compétences à de nouveaux domaines de formation avec une implication plus forte du secteur privé : mise à l'avant des nouvelles technologies de l'information et de la communication avec la construction d'un pôle d'excellence dans la zone urbaine de Dakar ;
- fonds d'études pour encourager des coopérations pluri-disciplinaires et multi-acteurs favorisant notamment la coopération Sud-Sud et triangulaire ;
- formulation premier semestre 2018 ;
- signature du protocole d'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Sénégal le 24 septembre 2018 ;
- recrutement de l'assistance technique nationale et internationale ;
- élaboration et validation de la feuille de route pour la phase de démarrage ;
- identification avec la feuille de route de 17 chantiers, dont treize communs aux deux programmes.

Quelques chiffres-clé

1. Coopération bilatérale

Durée	Titre	Exécution	Part LU EUR
2018-2022	Santé et protection sociale	LuxDev	26 000 000
2018-2022	Formation professionnelle et technique et employabilité	LuxDev	26 000 000

2. Coopération multilatérale

Durée	Titre	Organisation	Part LU EUR
2018-2022	Projet de renforcement de l'accès des populations en particulier les plus vulnérables à des services de santé de base de qualité dans les régions du Nord et du Centre	FNUAP	5 000 000
2018-2022	Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes sortants du Système de formation professionnelle et d'artisans du Secteur artisanal (en formulation)	BIT	5 000 000
2017-2020	Soutien à l'alimentation scolaire au Sénégal	PAM	2 000 000

3. Coopération régionale

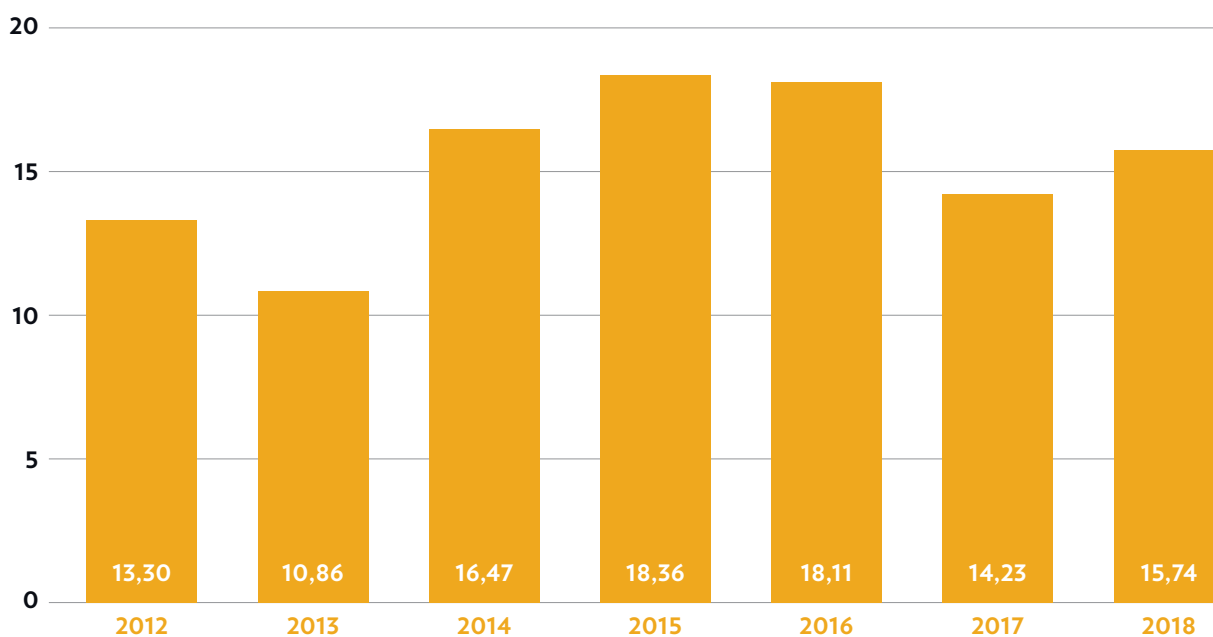
Durée	Titre	Partenaire	Part LU EUR
2013-2021	Partenariat UE-WHO-LU-IRL-OMS sur la couverture sanitaire universelle	UE-WHO-LU-IRL-OMS	21 000 000
2018-2020	Gestion d'urgence et de sécurité sanitaire des aliments	FAO	950 000
2016-2020	FEVE III - Lutte contre le VIH/Sida	ENDA Santé	5 338 148
2018-2021	ENDA Tiers Monde - Appui institutionnel au Secrétariat exécutif	ENDA Tiers Monde	2 100 000
2018-2019	AXIS	Union africaine	300 000
2017-2022	Centre d'assistance technique dans le domaine du renforcement des capacités de gestion macro-économique	FMI/AFRITAC Ouest	5 000 000
2016-2022	Formations dans le domaine bancaire et financier en Afrique de l'Ouest auprès de la BCEAO	House of Training/ATTF	425 000
2018-2019	Plan de rattrapage en Afrique de l'Ouest et du Centre (objectifs de traitement 90-90-90)	ONUSIDA	2 000 000
2016-2019	Contribution luxembourgeoise au volet « Sahel – Région du Lac Tchad » du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique	UE	4 000 000
2018-2022	Projet CARES / LIH-ENDA Santé et autres	CARES / LIH - ENDA Santé	2 550 032
2018-2019	Appui à l'initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes dans la région du Sahel	BIT	2 000 000
2017-2022	Digital Finance Initiative	ADA	665 170
2018-2019	Faciliter l'inclusion financière des Micro et petites entreprises (MPE)	ADA	292 000

4. ONG

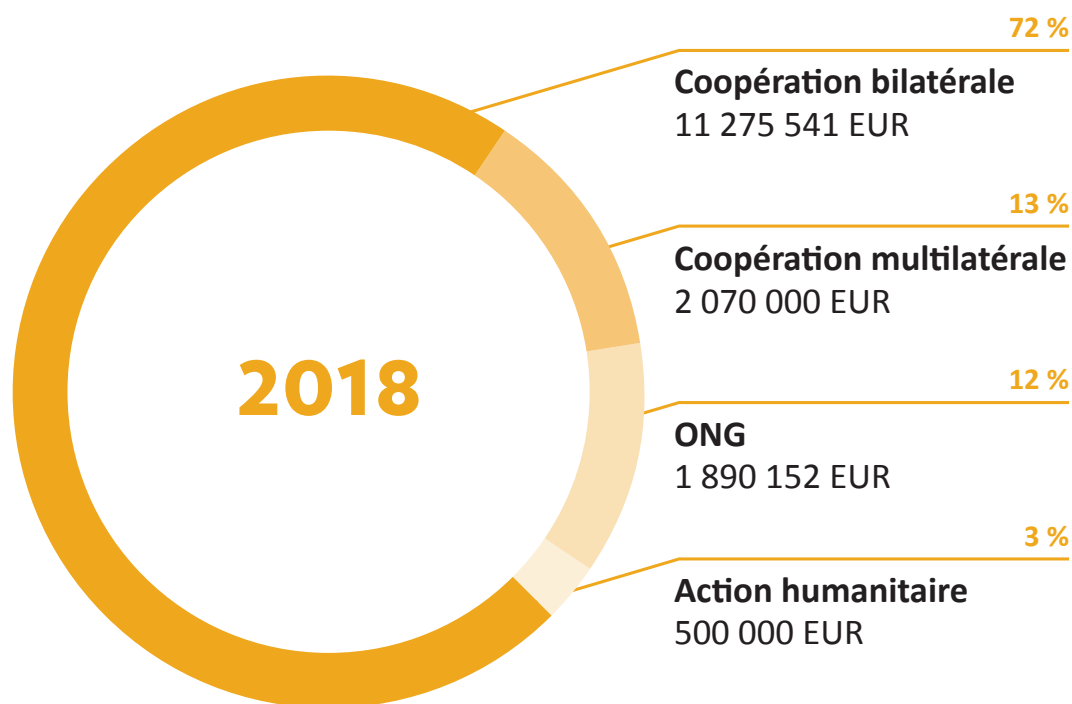
Durée	Titre	ONG	Budget total EUR
2017-2019	Huit projets visant à améliorer la résilience des populations dans les situations précaires	Croix-Rouge	747 056
2017-2019	Un projet visant la prévention, protection et réhabilitation d'enfants vulnérables ou en situation de prostitution	ECPAT	205 600
2018-2022	Neuf projets visant à assurer la souveraineté alimentaire et l'autonomie économique des communautés locales, ainsi que la défense de leurs droits humains	Frères des Hommes	84 266
2018-2021	24 projets visant à contribuer à la réalisation du droit à l'éducation pour tous les enfants à travers la mise en place d'un environnement éducatif inclusif et propice à l'épanouissement personnel	Guiden a Scouten	778 513
2018-2022	Un projet visant l'inclusion socio-professionnelle des personnes handicapées	Handicap International Luxembourg	880 000
2017-2019	Trois projets visant à permettre une plus grande égalité des chances d'avenir pour tous les enfants	PADEM	466 192
2018-2020	12 projets visant à améliorer l'accès à la santé de base et la prévention de maladies	Pharmaciens sans Frontières	401 773
2017-2021	Cinq projets visant le développement familial et communautaire en faveur de la protection de l'enfant	SOS Villages d'Enfants Monde	1 594 000
2018-2020	Projet de reforestation et développement local participatif	SOS Sahel International	154 690
2018-2021	Violences sexuelles et groupes vulnérables : construction d'un centre régional d'information, d'accueil, de prise en charge et de réinsertion Ziguinchor	Stop Aids Now ACCESS	484 651

Évolution de la mise en œuvre

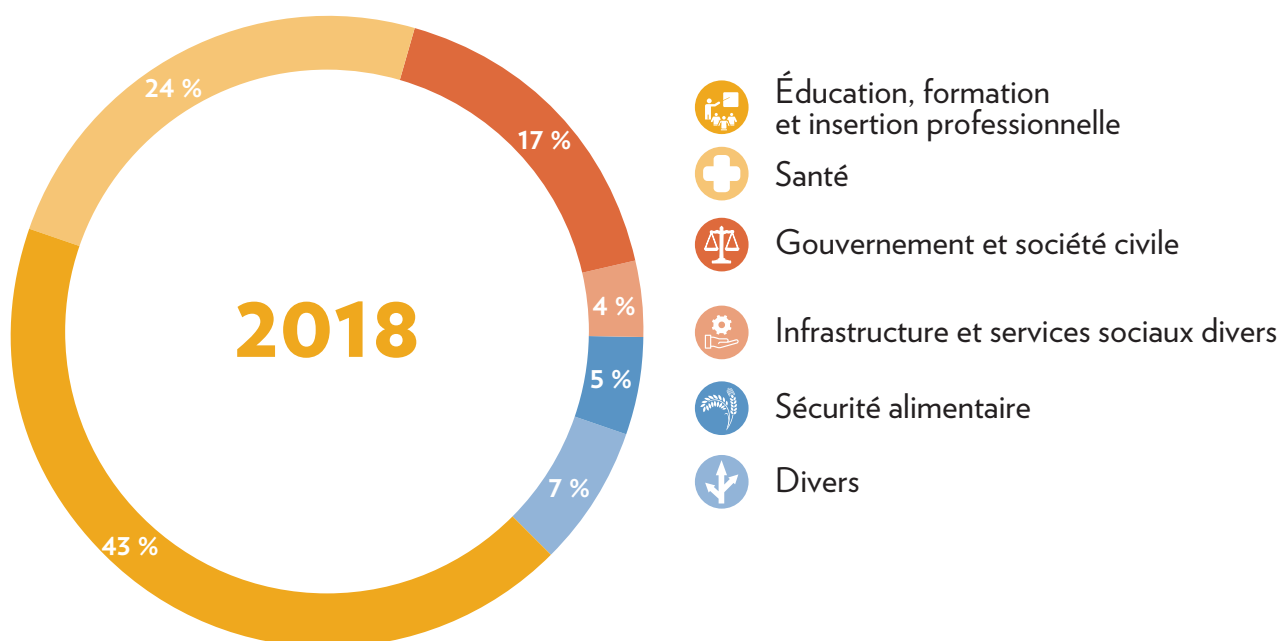
millions EUR



Répartition de l'APD au Sénégal en 2018



Répartition sectorielle en 2018



LuxDev | Santé et protection sociale



2018 - 2022

En appui à la politique nationale sectorielle, le programme Santé et protection sociale a pour but de contribuer à l'amélioration de l'accès à des services de soins de santé de qualité, efficaces et équitables.

Le programme reprend les priorités du ministère de la Santé et de l'Action sociale en portant une attention particulière à la santé de la mère et de l'enfant et travaillant sur les conséquences de la transition épidémiologique.

La zone d'intervention du programme du PIC IV Sénégal-Luxembourg s'étend sur sept régions médicales pour une population d'environ 6,9 millions de sénégalais soit 45 % de la population sénégalaise.

Les interventions du programme se déploient autour de quatre axes majeurs :

- le renforcement de l'offre de services au niveau des districts ;
- le renforcement de l'offre de services au niveau des hôpitaux ;
- le renforcement de l'assurance maladie et des autres mesures de protection sociale ;
- l'amélioration de la gouvernance sectorielle.

En lien avec ces axes, les grandes priorités du programme sont :

- de renforcer les dispositifs de prise en charge des urgences ;
- de contribuer à la professionnalisation des mutuelles de santé ; et
- d'accompagner la territorialisation de la politique sectorielle et la gestion axée sur les résultats à tous les niveaux du système de santé.

Le programme est mis en œuvre essentiellement en exécution nationale via l'aide budgétisée. L'aide budgétisée est un instrument financier qui fait appel aux dispositifs et procédures de finances publiques nationales. À la différence de l'appui budgétaire, l'aide budgétisée garantit la traçabilité et la non-fongibilité des ressources financières.

Parallèlement, la régie LuxDev est utilisée pour la mobilisation de l'expertise, le renforcement des capacités et les partenariats développés avec la société civile impliquée dans le secteur de la santé et de l'action sociale.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
26 000 000 EUR



© LuxDev

◀ Hôpital Abass Ndao

LuxDev | Formation professionnelle et technique et employabilité



2018 - 2022

Actuellement, malgré les efforts consentis par le Sénégal, l'accès à la formation professionnelle et technique demeure faible. Aujourd'hui, l'offre de formation ne peut couvrir chaque année qu'environ 25 % des jeunes arrivant sur le marché du travail. Par ailleurs, on constate un décalage entre les programmes enseignés et les besoins des entreprises formelles et informelles. Le secteur évolue lentement et gagnerait à acquérir une plus grande flexibilité pour mieux couvrir les besoins du marché du travail.

À travers le programme Formation professionnelle et technique et employabilité, la Coopération luxembourgeoise vise à soutenir la politique nationale de renforcement de la formation professionnelle avec un focus sur les jeunes de 15 à 25 ans et en particulier les jeunes femmes des régions Nord et Centre du Sénégal ainsi que de la zone péri-urbaine de Dakar.



© LuxDev

Les interventions du programme se déploient autour des trois axes majeurs que sont l'accès, la qualité de l'offre de formation professionnelle et technique et la gouvernance.

Ces priorités se traduisent par les objectifs suivants :

- promouvoir un accès équitable à la formation professionnelle et technique pour les secteurs formels et informels.
- soutenir la diversification de l'offre de formation professionnelle pour l'adapter aux besoins de l'économie, avec un focus sur l'égalité d'accès et la satisfaction des besoins des jeunes et des femmes.
- travailler sur l'insertion socio-professionnelle des jeunes issus des systèmes formels et informels.
- améliorer la gouvernance de la formation professionnelle et technique en s'appuyant prioritairement sur l'autonomie des centres publics de formation, les partenariats publics privés, la territorialisation de la politique de formation professionnelle et l'implication de la société civile.

Le programme accorde une place particulière au secteur privé et la mise en place de partenariat public-privé ainsi qu'à l'implication de la société civile.

Le programme est mis en œuvre essentiellement en exécution nationale via l'aide budgétisée. L'Aide budgétisée est un instrument financier qui fait appel aux dispositifs et procédures de finances publiques nationales. À la différence de l'appui budgétaire, l'aide budgétisée garantit la traçabilité et la non-fongibilité des ressources financières.

Parallèlement, la régie LuxDev est utilisée pour la mobilisation de l'expertise, le renforcement des capacités et les partenariats développés avec la société civile.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
26 000 000 EUR

FNUAP | Projet de renforcement de l'accès des populations en particulier les plus vulnérables à des services de santé de base de qualité dans les régions du Nord et du Centre

2018 - 2022

Afin de compléter le volet bilatéral du PIC IV dans le domaine de la santé maternelle, un programme multilatéral a été mis en place en mettant à profit l'expertise du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive. Le programme aura pour objectif, d'une part, de renforcer les capacités des structures sanitaires à fournir des services intégrés de qualité de santé maternelle, planification familiale, nutrition et santé sexuelle aux femmes, jeunes et

adolescent(e)s, et en particulier les plus vulnérables et, d'autre part, de renforcer les capacités nationales à créer la demande de ces mêmes services.

Ce projet permet de consolider les acquis obtenus avec la mise en œuvre du PIC III dans les régions du nord (Matam, Saint-Louis et Louga) et d'étendre l'intervention dans deux régions prioritaires du centre (Kaffrine et Fatick).

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
5 000 000 EUR

PAM | Soutien à l'alimentation scolaire au Sénégal

2017 - 2020

Le programme *school feeding* du Programme alimentaire mondial (PAM) au Sénégal vise à fournir des repas scolaires quotidiens à 210 000 écoliers fréquentant 1105 écoles élémentaires pendant deux années scolaires (2017/2018 et 2018/2019). Ce programme permet aux enfants issus des ménages et des communautés vulnérables de bénéficier de repas scolaires qui présentent de considérables avantages non seulement pour l'enfant, mais aussi pour la collectivité (réduction de la faim, taux de scolarisation plus élevé, rendement scolaire, etc.).

Au sens plus large, ce projet contribue à atteindre les Objectifs de développement durable et à garantir des droits universels comme le droit à une alimentation adéquate et le droit à l'éducation. L'intervention du PAM se base sur la synergie entre ses différents programmes (alimentation scolaire, nutrition, développement rural) et entre ses différents partenaires tels que le gouvernement et certaines ONG.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
2 000 000 EUR

Partenariat UE-WHO-LU-IRL-OMS sur la couverture sanitaire universelle



2013 - 2021

En dehors des projets multi-bi dans le cadre du PIC, la Coopération luxembourgeoise soutient un programme à travers l'OMS et en collaboration avec l'Union européenne, qui couvre ses cinq pays partenaires africains, c'est-à-dire le Burkina Faso, le Cabo Verde, le Mali, le Niger et le Sénégal, ainsi que le Laos qui a été ajouté en 2015 en tant que 6^e pays pour le Luxembourg.

Il vise à renforcer la capacité des pays à développer et mettre en œuvre des politiques, stratégies et plans de santé solides et complets promouvant la couverture sanitaire universelle. Le programme est adapté aux besoins des différents pays et, de par sa nature de partenariat, aide à partager les leçons apprises et à favoriser les échanges Sud-Sud. Les partenaires principaux pour la mise en œuvre sur le terrain sont les ministères de la Santé, mais aussi d'autres partenaires nationaux et internationaux.

La coordination de la partie luxembourgeoise de ce programme est assurée par trois experts techniques, dont un siégeant dans le bureau sous-régional de l'OMS à Ouagadougou et couvrant le Burkina Faso et le Niger, un deuxième siégeant dans le bureau de l'OMS à Bamako et couvrant le Mali, le Sénégal et le Cabo Verde, et enfin un troisième dans le bureau à Vientiane en charge du Laos.

Au Sénégal, le résultat principal du partenariat a été la signature du COMPACT Santé entre le gouvernement du Sénégal, représenté par le ministère des Finances, de l'Économie et du Plan (MEFP) et le ministère en charge de la Santé (MSAS), et les partenaires techniques et financiers. Le dialogue préalable à cet engagement de soutenir davantage la mise en

œuvre du Plan national de développement sanitaire (PNDS) a facilité la révision des cadres de suivi et d'évaluation du PNDS et le retour du MEFP à la présidence de la revue annuelle conjointe du secteur de la santé, après une absence de plus de cinq ans.

La santé dans toutes les politiques a été identifiée comme une priorité par le Sénégal et la signature du COMPACT a pavé la voie à une collaboration et coordination renforcées entre les différents ministères/secteurs. Ainsi, à travers le dialogue politique dans le secteur de la santé, le MSAS a pu créer un espace d'échange avec les autres départements ministériels pour davantage les impliquer dans la prise en charge des déterminants sociaux de la santé. Ceci a résulté dans la désignation de points focaux au niveau inter-ministériel, qui formés sur les déterminants de la santé, assurent auprès de leur ministères respectifs la promotion d'activités voire de projets à externalité sanitaire.

Les principaux résultats escomptés à ce jour pour le Sénégal sont notamment l'appui à l'élaboration des Comptes nationaux de la santé, l'appui à la tenue de la revue annuelle conjointe nationale, l'appui à la mise en œuvre de la feuille de route de restauration du système d'information sanitaire et le renforcement de la gouvernance hospitalière. Finalement, la gouvernance au niveau régional a été renforcée dans les 14 régions et la décentralisation est un élément essentiel dans les activités du partenariat au Sénégal. Le Sénégal a vu des succès au niveau de la planification, de la décentralisation, du renforcement des capacités et du suivi et de l'évaluation.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
21 000 000 EUR

FAO | Gestion d'urgence et de sécurité sanitaire des aliments au Sénégal et au Burkina Faso



2016 - 2021

Au Sénégal, les systèmes de sécurité sanitaire des aliments font face à de nombreux défis et les maladies d'origine alimentaire y sévissent de façon récurrente, pesant ainsi lourdement sur des systèmes de santé déjà fragiles et en déficit de ressources. En consolidant les acquis de la première phase (2015 – 2017), ce nouveau projet de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) vise à accompagner le Sénégal dans l'opérationnalisation effective de son Plan national de réponse aux urgences de sécurité sanitaire des aliments (PNRUSSA) et à mettre en œuvre des plans de surveillance élaborés durant la phase précédente. Le projet a pour objectif principal d'améliorer la pro-

tection de la santé humaine, la sécurité alimentaire et la durabilité du commerce des denrées alimentaires dans le but de préserver les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables.

Afin de promouvoir la coopération Sud-Sud et triangulaire, le projet visera en outre à favoriser le partage d'expériences en matière de sécurité sanitaire des aliments entre le Sénégal et le Burkina Faso afin de permettre à ce dernier de disposer également d'un plan national de réponse aux urgences sanitaires.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
950 000 EUR

ENDA - Santé | FEVE III



2016 - 2020

Avec l'assistance technique de l'ONG luxembourgeoise Stop Aids Now/Access a.s.b.l, le réseau international ENDA-Santé, avec siège à Dakar, met en œuvre au Sénégal un projet qui porte sur la lutte contre le Sida. Calqué sur l'initiative 90-90-90 d'ONUSIDA patronnée par le Luxembourg, le programme « Frontières et vulnérabilités au VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest (2016 – 2020) » est le seul

à l'échelle sous-régionale qui s'adresse aux populations les plus vulnérables dans les régions frontalières entre désormais neuf pays, à savoir, le Sénégal, le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Mali et le Niger.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
5 338 148 EUR

ENDA Tiers Monde | Appui institutionnel au Secrétariat exécutif



2018 - 2021

Le Luxembourg apporte un appui institutionnel au Secrétariat exécutif du réseau international ENDA Tiers Monde. Une attention particulière est attachée au renforcement de capacités avec comme objectif de favoriser la durabilité financière et la consolidation du réseau ENDA Tiers Monde. À cet effet, une assistance technique a entre autres été mise à disposition pour mettre en valeur le patrimoine foncier et immobilier du réseau et pour la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation stratégique qui servira à terme l'ensemble des organisations membres du réseau.

À côté de ces appuis, le Luxembourg a également renforcé son partenariat avec ENDA Tiers Monde pour favoriser une collaboration plus substantielle sur les thématiques de développement. À cet égard, deux conférences sur l'opérationnalisation de l'accord de Paris pour le climat et de l'Agenda 2030 ont été organisées en 2016 à Dakar, afin de valoriser au mieux la richesse de l'expertise thématique du réseau sur les volets social, économique et environnemental.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
2100 000 EUR

Union africaine | projet AXIS (African Internet Exchange System)



2010 - 2019

La Coopération luxembourgeoise, à travers son agence LuxDev, assure le rôle de *lead* financier du projet *African Internet Exchange System* initié par l'Union africaine dans le cadre du fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures. Prolongé jusqu'en 2019, le projet AXIS a pour objectif de mettre en place une infrastructure internet robuste à l'échelle du continent africain. Il prévoit ainsi la mise en place de points d'échange internet dans les 33 pays africains qui ne disposent pas encore d'une telle infrastructure et la création de cinq *regional internet hubs*. Ce projet permettra ainsi de déga-

ger d'importantes économies – estimées à 300 millions EUR par an – en évitant aux flux internet africains de devoir transiter par des points d'échange situés en dehors de l'Afrique.

C'est dans ce contexte que le Sénégal a franchi une nouvelle étape dans le développement de l'économie numérique en lançant, en août 2017, son propre point d'échange internet.

Budget total : 5 350 000 EUR
Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
300 000 EUR

FMI | AFRITAC Ouest



2016 - 2022

Depuis 2016, le ministère des Affaires étrangères et européennes et le ministère des Finances appuient le centre régional d'assistance technique du FMI en Afrique de l'Ouest avec une enveloppe totale de 5 millions EUR. L'assistance technique se concentre sur le renforcement des capacités de gestion macro-économique afin de permettre aux huit pays

de l'UEMOA de mettre en œuvre des politiques de stabilité financière et de promotion de la croissance et d'atteindre leurs objectifs en matière de réduction de la pauvreté.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
et du ministère des Finances
5 000 000 EUR

House of Training/ATTF | Partenariat avec la BCEAO



2016 - 2019

En collaboration avec la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la House of Training/ ATTF propose des formations dans le domaine bancaire et financier dans la zone des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine (UEMOA). Destinés à des entités publiques et privées, issues de l'UEMOA, les appuis en formation (p.ex. en gestion des risques bancaires, audit

et contrôle internes et en cybersécurité) répondent à des besoins spécifiques exprimés par la BCEAO et qui ne sont pas couverts par leur organisme de formation interne, le Centre ouest africain de formation et d'études bancaires.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
425 000 EUR

ONUSIDA | Plan de rattrapage en Afrique de l'Ouest et du Centre (objectifs de traitement 90-90-90)

2018 - 2019

Afin de mettre fin à l'épidémie du VIH/sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030, le Luxembourg s'est engagé en 2017 à soutenir les actions de plaidoyer, de sensibilisation et d'assistance technique de l'ONUSIDA pour réaliser l'objectif de traitement « 90-90-90 ». Cette cible ambitieuse vise à permettre à 90 % des personnes vivant avec le VIH de connaître leur statut sérologique, à 90 % de toutes les personnes infectées par le VIH dépistées de recevoir un traitement anti-rétroviral durable et à ce que 90 % des personnes sous traitement antirétroviral aient une charge virale durablement supprimée.

Aujourd'hui, malgré l'accélération de la riposte mondiale aux VIH/sida, force est de constater que

l'Afrique de l'Ouest et du Centre reste confrontée à des défis importants et accuse des retards alarmants. Il est donc indispensable de renforcer les activités de prévention afin de modifier la trajectoire de l'épidémie et d'atteindre l'objectif 90-90-90 d'ici 2020.

C'est dans cet objectif que le Luxembourg soutient l'ONUSIDA et plus particulièrement le plan de rattrapage en Afrique de l'Ouest et du Centre qui inclut la majorité de ses pays partenaires. Le Mali compte 110 000 personnes vivant avec le VIH/sida, ainsi que 5 900 nouvelles infections et 6 100 décès causés par le VIH en 2016.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
2 000 000 EUR

UE | Contribution luxembourgeoise au volet « Sahel – Région du Lac Tchad » du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique

2016 - 2019

Le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne (UE) cherche à favoriser la stabilité et à adresser les raisons à l'origine des déplacements conséquents des populations en Afrique ainsi que de la déstabilisation. À travers ce fonds, l'UE et ses partenaires visent à améliorer la résilience

alimentaire, à créer des emplois tout en favorisant l'employabilité des jeunes, à améliorer la gestion migratoire et à promouvoir une bonne gouvernance.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
4 000 000 EUR

Projet CARES

2018 - 2022

Le virus du VIH, de l'hépatite B (HBV) et le papillomavirus (HPV) sont tous à l'origine de problèmes graves de santé publique en Afrique de l'Ouest. Selon les estimations d'ONUSIDA en 2016, la prévalence du VIH, causant le SIDA, est certes passé de 0,7 % à 0,5 % au Sénégal, mais la région de Ziguinchor reste toujours plus affectée que la moyenne nationale. Le virus HBV est la première cause de mortalité par maladie du foie en Afrique de l'Ouest et sa prévalence en Casamance est de l'ordre de 10-12 %. Enfin, le HPV cause le cancer du col de l'utérus. Il est le cancer le plus répandu chez les femmes au Sénégal alors qu'il peut être prévenu par vaccination des jeunes filles.

Le projet CARES, acronyme pour *Casamance Research-program on HIV-Resistance and Sexual Health*, est un projet de recherche et de dévelop-

pement de compétences visant à augmenter l'accès aux diagnostics et aux traitements pour ces trois infections. En partenariat entre le *Luxembourg Institute of Health*, l'ONG internationale ENDA-Santé, le Centre hospitalier de Luxembourg, la Fondation recherche sur le SIDA, le Laboratoire nationale de Santé du Luxembourg et l'ONG luxembourgeoise Stop Aids Now/ACCESS, le projet a pour objectif principal d'améliorer la prise en charge qualitative, dans la région de Ziguinchor au Sénégal et en Guinée-Bissau, des personnes infectées par le VIH, et de diminuer la mortalité liée aux virus du VIH, HBV et HPV. Il vise ainsi à améliorer l'état de santé de la population en Afrique de l'Ouest.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
2 550 032 EUR

BIT | Appui à l'initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes dans la région du Sahel

2018 - 2019

L'Initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes est le premier effort global de l'ensemble du système des Nations unies pour la promotion de l'emploi des jeunes dans le monde entier. Elle rassemble les vastes ressources mondiales et le pouvoir de convocation de l'ONU et d'autres partenaires mondiaux clés afin de maximiser l'efficacité des investissements en matière d'emploi des jeunes et aider les États membres dans la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Le projet se concentre sur huit priorités thématiques (emplois verts pour les jeunes, compétences numé-

riques pour les jeunes, apprentissages de qualité, jeunes dans des situations fragiles, jeunes en transition vers l'économie formelle, jeunes dans l'économie rurale, entrepreneuriat et auto-emploi des jeunes, jeunes travailleurs dans des occupations dangereuses) dont chacune fait l'objet d'un plan d'action avec des orientations stratégiques pour la mise en œuvre de politiques et programmes conjoints.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
2 000 000 EUR

ADA | Digital Finance Initiative



2017 - 2022

Au cours des dernières années, le développement des technologies dédiées aux services financiers a eu un impact considérable. Les services de finance digitale constituent un moyen efficace pour offrir un accès rapide aux services bancaires, bon marché et sécurisé. Néanmoins, pour beaucoup d'institutions de microfinance (IMF), l'adoption des outils de finance digitale n'est pas évidente.

La Digital Finance Initiative, lancée début 2017, a pour objectif d'appuyer les IMF de plusieurs pays

d'Afrique et à mettre en place des solutions digitales (i.e. solution de *mobile banking* ou de *cloud*) afin d'améliorer leurs performances financières et sociales. À cette fin, ADA propose un soutien stratégique, méthodologique, technique et financier tout au long de la conception et de la mise en œuvre des solutions recherchées à l'IMF Soro Yiriwaso.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
665 170 EUR

ADA | Faciliter l'inclusion financière des MPE



2018 - 2019

En 2018, ADA a initié un appui à 12 projets pilotes qui ouvrent de nouvelles perspectives en matière d'appui aux micro et petits entrepreneurs, dont ceux avec les incubateurs Jokkolabs et CTIC au Sénégal.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
292 000 EUR

Coopération avec les ONG

2018 - 2022

Actuellement, 10 ONG luxembourgeoises (Croix-Rouge, ECPAT, Frères des Hommes, Guiden a Scouten fir eng Welt, Handicap International Luxembourg, PADEM, Pharmaciens sans Frontières, SANA, SOS Sahel International Luxembourg et SOS Villages d'Enfants Monde asbl) mettent en œuvre des projets de développement au Sénégal dans des domaines divers tels que les services sociaux de base, la santé et l'assainissement, l'édu-

cation et la formation professionnelle, le logement à coût réduit, la prévention des catastrophes et la préparation à leur survenue, le développement agricole, l'égalité des femmes ainsi que la participation démocratique.

Le budget total de ces projets est de 4,9 millions EUR avec un taux de cofinancement du MAEE de 80 % pour la période 2018 – 2022.

Appui aux Programmes

L'appui aux programmes, financé par le Luxembourg, concerne les opérations, liées au déploiement de ressources humaines au service de la coopération au développement. Il comprend, entre autres, les volontaires, les jeunes experts associés auprès des Nations unies (*Junior Professional Officers*) et les jeunes professionnels auprès de la délégation de l'Union européenne, les agents de la coopération, les coopérants et assimilés, les stagiaires et les boursiers. Actuellement, un JPO luxembourgeois

est affecté auprès du bureau régional d'ONUSIDA, une jeune professionnelle est affectée auprès de la délégation de l'Union européenne tandis qu'une jeune volontaire (UNV) est affectée auprès du FNUAP (Fonds des Nations unies pour la population) à Dakar.

L'ONG Aide internationale de la Croix-Rouge emploie un coopérant pour le suivi de ses projets au Sénégal.

Action humanitaire

Dans le cadre de l'Accord de partenariat stratégique avec le PAM (2017-2020), le Luxembourg contribue 2 millions EUR en appui à l'alimentation scolaire au Sénégal.

À cela s'ajoute, en 2018, une contribution de 90 000 EUR pour un projet d'aide d'urgence mis en œuvre par la Croix-Rouge luxembourgeoise.

Business Partnership Facility

La Business Partnership Facility (BPF) est un outil de la Coopération au développement luxembourgeoise qui vise à encourager le secteur privé luxembourgeois et européen à s'associer avec des partenaires dans les pays en développement pour mettre en place des projets commerciaux durables.

Les secteurs éligibles pour un cofinancement sont :

- le biohealth ;
- les technologies de l'information et de la communication ;

- le fintech ;
- l'éco-innovation/économie circulaire ;
- la logistique.

Dotée d'un million EUR par an, elle cible les pays partenaires du Luxembourg, dont le Sénégal.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
4 000 000 EUR





Contacts

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar

Nicole Bintner-Bakshian

Ambassadeur

Rui Fernandes

Premier secrétaire

Route de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor
B.P. 11750
Dakar/Peytavin, SÉNÉGAL

Email: dakar.amb@mae.etat.lu
Tel: (221 -202) 33 869 59 59
Fax: (221 -202) 33 869 59 60
<http://dakar.mae.lu>

Bureau de LuxDev au Sénégal

Quentin Bourdeaux

Représentant résident Sénégal

Gülten Aka

Chargée de programmes

B.P. n°29920
Lot 43, route de l'Aéroport
Yoff Aéroport
Dakar, SÉNÉGAL

Email: office.senegal@luxdev.lu
Tel: (221) 33 869 64 44
Fax: (221) 33 820 60 64
www.luxdev.lu

Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, ministère des Affaires étrangères et européennes

Charlotte Helminger

Secrétaire de Légation
Desk Mali, Sénégal et Sahel

6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email: charlotte.helminger@mae.etat.lu
Tel: (352) 2478 2374
Fax: (352) 46 38 42

LuxDev siège

Igor Wajnsztok

Conseiller programmes
Afrique francophone, Mali

10, rue de la Grève
B.P. 2273
L-1022 Luxembourg, LUXEMBOURG

Email: wajnsztok@luxdev.lu
Tel: (352) 29 58 58 253
Fax: (352) 29 58 58 200







**Direction de la coopération au développement
et de l'action humanitaire**
6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
T (+352) 246-82351

www.cooperation.gouvernement.lu

 facebook.com/MAEE.Luxembourg

 twitter.com/mfa_lu